



RE: 64ème Commission des Nations Unies sur la condition de la femme (Beijing + 25: Pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles)

Déclaration écrit du Conseil Consultatif Anglican, Mars 2020

Le Conseil Consultatif Anglican accueille le 25e anniversaire du Programme d'action de Beijing à la 64e session de la Commission sur la condition de la femme. La Communion Anglicane est la troisième plus large communion chrétienne au monde, étant composée de quarante provinces réparties dans près de 165 pays, toutes travaillant avec des capacités diverses afin de transformer les structures injustes de la société, mettre un terme à la violence, poursuivre le processus de paix et de réconciliation, protéger la création et agir selon l'amour.

S'attaquer aux profondes injustices de l'inégalités de genre est une partie intégrante de notre mission anglicane. Notre action se base sur notre conviction de chrétiens que chaque femme et chaque homme ont été créés de manière égale à l'image de Dieu ; les relations justes entre femmes et hommes, jeunes filles et jeunes garçons sont fondamentales pour l'épanouissement humain. Malencontreusement, notre famille mondiale tend à ne pas répondre à cet impératif évangélique de manière drastique. Les attitudes de genre, l'arrogance et les stéréotypes peuvent entretenir des comportements néfastes et nous imposer à toutes et tous un lourd fardeau. Des modèles nuisibles tels que le patriarcat ou la misogynie doivent être questionnés à la lumière de l'amour rédempteur de Dieu. En cette célébration des vingt-cinq ans du Programme d'action de Beijing, nous cherchons à défendre la condition intrinsèque des femmes et des jeunes filles et l'engagement envers la justice sociale et l'autonomisation esquissées dans la Déclaration, bien que la grande majorité de cette grande vision ne soit pas encore achevée.

L'importance de l'engagement des communautés de foi

Les leaders de l'Église et les communautés de foi ont un rôle pivot à jouer dans la transformation des injustices basées sur le genre, enracinées dans la culture. Les gens de foi ont été parfois responsables du maintien du statut quo, ou dans la défense de constructions stéréotypées de la masculinité ou de la féminité, ce qui a eu pour effet de renforcer les violences basées sur le genre de la personne, ou toute autre sorte d'injustices. Ces relations inégales de pouvoir ont atteint des conséquences qui s'étendent à l'ensemble du peuple de Dieu, leurs familles, leurs communautés et toutes les nations.

Les Églises, communautés et agences à travers la Communion Anglicane ont contesté les situations préjudiciables et ont activement promu de manière intégrale la justice de genre, afin d'assurer à toutes à et tous l'opportunité d'atteindre le plein potentiel que Dieu leur a donné. Cela inclus la recherche de façons d'aborder les questions de violences sexuelles et basées sur le genre de la personne, le réchauffement climatique, les personnages fuyant ces changements, et mettre en place des programmes d'autonomisation économique destinés aux femmes et jeunes filles. De cette façon, les églises et les organisations religieuses peuvent être considérées comme étant des partenaires clefs dans la transformation des injustices et dans l'aide continue apportée aux femmes et jeunes filles.

Les femmes et les violences basées sur le genre : transformer les structures injustes de la société

Une étude de l'Organisation Mondiale de la Santé a montré que 35% des femmes à l'échelle mondiale ont d'ores et déjà subi des violences sexuelles et/ou physiques. De nombreux cas ne sont cependant pas reportés, due à la haine et à la souffrance vécue par ces femmes. Les victimes qui, faisant preuve de courage, se réfèrent aux autorités dans le but d'obtenir de l'aide peuvent être traumatisées par l'absence de sensibilité des soigneurs, de la police, voire des fonctionnaires de justice. Bien des cas ne sont pas poursuivis et les auteurs des crimes ne sont pas trainés en justice, particulièrement dans les pays en conflits.

Le Conseil Consultatif Anglican en a appelé aux Églises membres afin de promouvoir un leadership en réponse aux violences basées sur le genre à travers l'éducation, le plaidoyer (advocacy), et la manière de modeler des relations saines. Les anglicans étaient parmi plus de 150 chefs religieux ayant pris part à la coalition «We will speak out » en Afrique du Sud en 2013. Au cours de cet événement, des survivants de violences sexuelles et d'abus envers leur genre ont exprimé leurs attentes d'un espace de guérison, d'un refuge serein, inclusive au sein de leurs églises.

Au niveau régional et national, des exemples « de service d'amour » peuvent être perçus notamment aux îles Fidji, où la Maison de Sarah a coordonné pas moins de neuf groupes culturels et religieux différents, afin de produire une campagne multimédia dynamique pour endiguer les violences envers les femmes et les jeunes filles. Au Brésil, le révérend Elineide Ferreira a établi et continue de gérer une maison de secours pour les femmes échappant aux violences domestiques qu'elles subissent.

L'hospitalité, le réconfort, le soutien et la protection des survivants et la fin des violences basées sur le genre des personnes sont des parts essentielles du ministère chrétien. Les responsables religieux peuvent ainsi s'exprimer contre la culture de la violence et mettre l'emphase sur la responsabilité de l'Église quant à cultiver une communauté compatissante et protectrice, particulièrement durant les périodes de conflits et d'insécurité sociale.

Les femmes et le changement climatique : sauvegarder l'intégrité de la création

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture estime que les femmes produisent la moitié de la nourriture mondiale, étant leur source principale de revenu. Dans les pays du Sud, elles en produisent près de 80%. Le changement climatique a entravé l'habilité des femmes à cultiver la nourriture, paralysant leur sécurité économique et forçant un grand nombre d'entre elles à émigrer dans le but de survivre. Une étude du Réseau Environnemental des Femmes a montré qu'elles représentent pas moins de 77% des personnes déplacées à cause du réchauffement climatique, et l'ONU Femmes rapporte que les désastres naturels augmentent la vulnérabilité de ces dernières, les exposant davantage aux violences sexuelles et de genre.

Le Conseil Consultatif Anglican a récemment passé des résolutions dans le but d'améliorer les efforts qui visent à réduire les causes et les conséquences du réchauffement climatique. Tout en affirmant qu'il y ait une urgence climatique mondiale, le Conseil rappelle que les voix des

femmes des populations indigènes/Premières Nations et celles des femmes étant aux premières lignes du réchauffement climatique doivent être au cœur de ces efforts.

En 2018, le Groupe de Femmes Anglicanes des Îles Fidji mettait en garde l'Archevêque de Canterbury sur l'impact de la montée du niveau des mers et l'acidification de l'eau des mers, affectant grandement l'habilité des femmes à prendre part de manière significative à la pêche et l'aquaculture, des sources importantes de revenu. Dans les Îles Salomon, la perte de terres et l'augmentation de la salinité des eaux engendrent de graves perturbations quant à la croissance des cultures, provoquant chez certaines communautés des pénuries alimentaires. Dans le but d'adresser la pression grandissante que subissent les femmes dans ces régions, le Bureau Anglicans Overseas Relief and Development a établi un programme qui assiste les jeunes femmes à vendre des lampes solaires au sein de leurs communautés.

Les femmes et l'émancipation économique : répondre aux besoins humains par le service dans l'amour

En 2018, un rapport de l'ONU Femmes surlignait que les femmes étaient moins susceptibles de participer au marché du travail que les hommes. Le taux d'activité des femmes à l'échelle mondiale est de 26.5% inférieur à celui des hommes, et dans 40% de l'économie, les activités entrepreneuriales des femmes font face à de sévères désavantages. Investir dans l'émancipation économique des femmes est la clef qui permet de déverrouiller l'égalité des genres et ainsi assurer à toutes et à tous la pleine participation à l'abondance que Dieu pourvoit.

L'Église anglicane de l'Inde du Sud dirige un programme de formation à l'entrepreneuriat et au développement des compétences pour des groupes à travers le sud de l'Inde, dans le but d'autonomiser les femmes financièrement et d'améliorer la qualité de vie de leurs familles. Elles ont ouvert un commerce à Chennai où sont vendus des produits confectionnés par des centaines d'entrepreneurs ruraux Dalit et Adivasi.

L'Alliance Anglicane (Anglican Alliance), une plateforme mondiale de secours humanitaire et d'aide au développement, a brillamment établi une coopérative pour des femmes à faibles revenus dans le village de Kanaynagar, Bangladesh. Reconnaisant la diversité et l'interconnexion des obstacles subsistant pour atteindre la pleine émancipation, le programme inclus une formation au renforcement de l'organisation, au développement au leadership, aux moyens de subsistances alternatives, aux soins préventifs et aux technologies adaptées pour lutter contre le réchauffement climatique.

Recommandations

Nous exhortons les États membres à :

1. Prendre des actions urgentes afin de totalement mettre en place et financer la Plateforme d'Action et la Déclaration de Beijing, en partenariat avec la société civile et les autres parties prenantes, en incluant les organisations religieuses et les responsables religieux, aussi bien que d'autres accords internationaux portant sur les droits des femmes et jeunes filles, comme la Convention internationale aux droits de

l'enfant, le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, et les Objectifs de Développement Durable (particulièrement l'objectif 5 : Égalité entre les sexes);

2. Reconnaître le rôle positif que la foi et les communautés religieuses jouent dans l'approvisionnement de services sociaux, de réponses humanitaires, dans la construction de communautés résilientes, en promouvant le bien-être, en transformant les normes sociales, en achevant l'égalité des sexes et en considérant les communautés religieuses en tant que partenaires véritables au sein de la société civile;
3. En partenariat avec tous les secteurs de la société, prendre des actions afin de réduire les lacunes et enlever les barrières à la pleine et égale représentation des femmes au sein du leadership et des prises de décisions à tous les niveaux de secteurs ;
4. Concevoir et mettre en œuvre des interventions d'urgence sensibles au genre des personnes afin d'atténuer l'impact du réchauffement climatique et des désastres qui en résultent, portant un intérêt particulier sur les besoins des femmes, des jeunes filles, des personnes âgées, des personnes présentant des handicaps, y compris l'intégration des connaissances traditionnelles des communautés indigènes;
5. Intégrer l'analyse des systèmes familiaux et religieux dans l'élaboration des politiques, collaborer avec les acteurs religieux et toute femme, jeune fille, homme et jeune homme afin d'adresser les pratiques et normes discriminatoires et blessantes qui empêchent de progresser dans l'élimination de toutes formes de discriminations et de violence envers les femmes et jeunes filles;
6. Une garantie d'accès équitable à la justice pour toutes les victimes de violence, cela vaut pour une augmentation des refuges et autres programmes de soutien aux victimes, une formation avec les responsables de la loi pour assurer une réponse appropriée aux plaintes déposées pour violences domestiques, prodiguant conseils et réparations pour les victimes de violence, et mettre en œuvre des mesures contre le harcèlement sexuel dans toutes les institutions de la société ;
7. Mettre en place une législation et une protection légale autour des problèmes liés aux inégalités de genre afin que les cas ne soient pas traités de manière isolée, mais plutôt comme une reconnaissance des nombreuses formes de discrimination que les femmes peuvent subir en fonction de leur genre, leur religion, leur ethnicité, leur pratique culturelle, leur race, leur statut socio-économique, leur âge ou encore leur aptitude.